

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2005-2006

11 JUILLET 2006

Projet de loi portant assentiment à l'Accord, conclu par échange des lettres à La Haye le 9 juin 2005, entre les Gouvernements des États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement de la République d'Albanie relatif à la suppression de l'obligation du visa concernant les passeports diplomatiques

SOMMAIRE

| | Pages |
|--|-------|
| Exposé des motifs | 2 |
| Projet de loi | 3 |
| Accord entre les Gouvernements des États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement de la République d'Albanie relatif à la suppression de l'obligation du visa concernant les passeports diplomatiques | 4 |
| Avant-projet de loi | 8 |
| Avis du Conseil d'État | 9 |

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2005-2006

11 JULI 2006

Wetsontwerp houdende instemming met de Overeenkomst, gesloten door uitwisseling van brieven te Den Haag op 9 juni 2005, tussen de Regeringen van de Benelux-Staten (het Koninkrijk België, het Groothertogdom Luxemburg, het Koninkrijk der Nederlanden) en de Regering van de Republiek Albanië inzake de afschaffing van de visumplicht met betrekking tot diplomatieke paspoorten

INHOUD

| | Blz. |
|---|------|
| Memorie van toelichting | 2 |
| Wetsontwerp | 3 |
| Overeenkomst tussen de Regeringen van de Benelux-Staten (het Koninkrijk België, het Groothertogdom Luxemburg, het Koninkrijk der Nederlanden) en de Regering van de Republiek Albanië inzake de afschaffing van de visumplicht met betrekking tot diplomatieke paspoorten | 4 |
| Voorontwerp van wet | 8 |
| Advies van de Raad van State | 9 |

EXPOSÉ DES MOTIFS

Le projet de loi qui vous est présenté pour approbation se rapporte à l'accord qui a été conclu à La Haye le 9 juin 2005 par échange de lettres entre les pays du Benelux et la République d'Albanie.

Cet accord nécessite seulement l'approbation du Parlement Fédéral et donc pas celle des Conseils des communautés et des régions.

L'accord poursuit comme but l'assouplissement réciproque de la réglementation en matière de visas entre les parties concernées au profit de certaines catégories de ressortissants des parties respectives. Est ici visée la libre circulation des titulaires de passeports diplomatiques des deux parties. Pour un séjour de maximum trois mois, ces personnes peuvent pénétrer sans visa sur le territoire des parties respectives concernées, sur simple présentation de leur passeport en cours de validité.

Cet accord a été conclu au niveau du Benelux et s'inscrit dans l'accord du Benelux du 11 avril 1960 qui stipule une coordination de la politique des pays du Benelux en matière de visas.

En 2000, la Belgique a été approchée par l'Albanie, qui désirait renforcer ses liens avec la Belgique et a fait une proposition visant à arriver à un accord pour la suppression de l'obligation de visa pour les titulaires de passeports diplomatiques. Les pays du Benelux ont décidé d'y réserver une suite favorable.

Le ministre des Affaires étrangères,

Karel DE GUCHT.

Le ministre de l'Intérieur,

Patrick DEWAELE.

MEMORIE VAN TOELICHTING

Het wetsontwerp dat u ter goedkeuring wordt voorgelegd heeft betrekking op de overeenkomst die op 9 juni 2005 in Den Haag bij briefwisseling werd gesloten tussen de Beneluxlanden en de Republiek Albanië.

Deze overeenkomst behoeft alleen de goedkeuring van het Federale Parlement en derhalve niet van de Gemeenschaps- en Gewestraden.

De overeenkomst heeft als doel de visumregeling tussen de betrokken partijen onderling te versoepelen ten behoeve van bepaalde categorieën onderdanen van de respectieve partijen. Het vrij verkeer van houders van diplomatieke paspoorten van beide partijen wordt beoogd. Voor een verblijf van ten hoogste drie maanden kunnen deze personen het grondgebied van de respectieve betrokken partijen zonder visum binnenkomen op louter vertoon van hun geldig paspoort.

Deze overeenkomst werd op Beneluxniveau gesloten en past in het Beneluxakkoord van 11.04.1960 waarin bepaald werd dat de visumpolitiek van de Beneluxlanden zou gecoördineerd worden.

In 2000 werd België benaderd door Albanië, dat de banden met België wou versterken en voorstelde om tot een overeenkomst te komen ter afschaffing van de visumplicht voor houders van een diplomatiek paspoort. Binnen de Benelux werd besloten om hier een positief gevolg aan te geven.

De minister van Buitenlandse Zaken,

Karel DE GUCHT.

De minister van Binnenlandse Zaken,

Patrick DEWAELE.

PROJET DE LOI

ALBERT II,

Roi des Belges,

À tous, présents et à venir,
SALUT.

Sur la proposition de Notre ministre des Affaires étrangères et de Notre ministre de l'Intérieur,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre ministre des Affaires étrangères et Notre ministre de l'Intérieur sont chargés de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives et de déposer au Sénat le projet de loi dont la teneur suit :

Article 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

Art. 2

L'Accord, conclu par échange des lettres à La Haye le 9 juin 2005, entre les Gouvernements des États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement de la République d'Albanie relatif à la suppression de l'obligation du visa concernant les passeports diplomatiques, sortira son plein et entier effet.

Donné à Bruxelles, le 1^{er} juillet 2006.

ALBERT

Par le Roi :

Le ministre des Affaires étrangères,

Karel DE GUCHT.

Le ministre de l'Intérieur,

Patrick DEWAEL.

WETSONTWERP

ALBERT II,

Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen,
ONZE GROET.

Op de voordracht van Onze minister van Buitenlandse Zaken en van Onze minister van Binnenlandse Zaken,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Onze minister van Buitenlandse Zaken en Onze minister van Binnenlandse Zaken zijn ermee belast het ontwerp van wet, waarvan de tekst hierna volgt, in Onze naam aan de Wetgevende Kamers voor te leggen en bij de Senaat in te dienen :

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

Art. 2

De Overeenkomst, gesloten door uitwisseling van brieven te Den Haag op 9 juni 2005, tussen de Regeringen van de Benelux-Staten (het Koninkrijk België, het Groothertogdom Luxemburg, het Koninkrijk der Nederlanden) en de Regering van de Republiek Albanië inzake de afschaffing van de visumplicht met betrekking tot diplomatieke paspoorten, zal volkomen gevolg hebben.

Gegeven te Brussel, 1 juli 2006.

ALBERT

Van Koningswege :

De minister van Buitenlandse Zaken,

Karel DE GUCHT.

De minister van Binnenlandse Zaken,

Patrick DEWAEL.

ACCORD

entre les Gouvernements des États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement de la République d'Albanie relatif à la suppression de l'obligation du visa concernant les passeports diplomatiques.

La Haye, le 9 juin 2005.

Excellence,

Le gouvernement de la République d'Albanie à l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 9 juin 2005 par laquelle vous proposez la conclusion d'un accord relatif à la suppression de l'obligation du visa pour les titulaires de passeports diplomatiques entre le gouvernement de la République d'Albanie et les Gouvernements des États du Benelux, dans les termes suivants :

« Nous avons l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que les Gouvernements des États du Benelux, agissant de concert en vertu de la Convention entre le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas concernant le transfert du contrôle des personnes vers les frontières extérieures du territoire du Benelux, signée à Bruxelles, le 11 avril 1960, sont disposés à conclure avec le gouvernement de la République d'Albanie un accord relatif à la suppression de l'obligation de visa concernant les passeports diplomatiques dans les termes suivants :

1. Aux termes du présent accord, il faut entendre :

— par « les États du Benelux » : le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas ;

— par le « territoire Benelux » : l'ensemble des territoires, en Europe, du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas.

2. Les ressortissants de la République d'Albanie qui sont titulaires d'un passeport diplomatique national valable peuvent, en vue d'un séjour de trois mois au maximum, entrer sans visa dans le territoire du Benelux, sous le seul couvert de ce passeport.

3. Les ressortissants des États du Benelux qui sont titulaires d'un passeport diplomatique national valable peuvent, en vue d'un séjour de trois mois au maximum, entrer sans visa dans le territoire de la République d'Albanie, sous le seul couvert de ce passeport.

4. À l'exception des fonctionnaires des représentations diplomatiques et consulaires, ainsi que des fonctionnaires appartenant aux organisations internationales, désignés pour exercer leurs fonctions dans un des pays des Gouvernements signataires, les personnes visées aux paragraphes 2 et 3 doivent, pour un séjour de plus de trois mois, en avoir obtenu l'autorisation, avant leur départ, à l'intervention du représentant diplomatique ou consulaire du pays où ils veulent se rendre.

5. Chaque gouvernement se réserve le droit de refuser l'accès de son pays aux personnes qui ne possèdent pas les documents d'entrée requis ou qui sont signalées comme indésirables ou considérées comme pouvant compromettre la tranquillité publique, l'ordre public ou la sécurité nationale.

6. Sauf en ce qui concerne les dispositions qui précèdent, les lois et règlements en vigueur dans les États du Benelux et la République d'Albanie concernant l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, ainsi que l'exercice d'une activité, restent applicables.

7. Chaque gouvernement s'engage à réadmettre sur son territoire à tout moment et sans formalité les personnes qui sont

OVEREENKOMST

tussen de Regeringen van de Benelux-Staten (het Koninkrijk België, het Groothertogdom Luxemburg, het Koninkrijk der Nederlanden) en de Regering van de Republiek Albanië inzake de afschaffing van de visumplicht met betrekking tot diplomatieke paspoorten.

Den Haag, 9 juni 2005.

Excellentie,

De regering van de Republiek Albanië heeft de eer de ontvangst te bevestigen van uw brief van 9 juni 2005 door middel waarvan U voorstelt om onderstaande Overeenkomst inzake de afschaffing van de visumplicht voor houders van diplomatieke paspoorten tussen de regering van Albanië en de regeringen van de Benelux-Staten te sluiten, waarvan de tekst als volgt luidt :

« Wij hebben de eer Uwe Excellentie ter kennis te brengen, dat de regeringen van de Benelux-Staten, gezamenlijk optredend op grond van de op 11 april 1960 te Brussel ondertekende Overeenkomst tussen het Koninkrijk België, het Groothertogdom Luxemburg en het Koninkrijk der Nederlanden inzake de verlegging van de personencontrole naar de buitengrenzen van het Benelux-gebied, bereid zijn met de regering van de Republiek Albanië onderstaande Overeenkomst inzake de afschaffing van de visumplicht met betrekking tot diplomatieke paspoorten te sluiten :

1. In deze Overeenkomst wordt verstaan :

— onder de « Benelux-Staten » : het Koninkrijk België, het Groothertogdom Luxemburg en het Koninkrijk der Nederlanden ;

— onder het « Benelux-gebied » : het gezamenlijke grondgebied in Europa van het Koninkrijk België, het Groothertogdom Luxemburg en het Koninkrijk der Nederlanden.

2. De onderdanen van de Republiek Albanië die houder zijn van een geldig nationaal diplomatiek paspoort kunnen voor een verblijf van ten hoogste drie maanden het Benelux-gebied zonder visum binnenkomen op uitsluitend vertoon van dit paspoort.

3. De onderdanen van de Benelux-Staten die houder zijn van een geldig nationaal diplomatiek paspoort kunnen voor een verblijf van ten hoogste drie maanden het grondgebied van de Republiek Albanië zonder visum binnenkomen op uitsluitend vertoon van dit paspoort.

4. Met uitzondering van de ambtenaren van de diplomatieke en consulaire vertegenwoordigingen, alsmede van de ambtenaren van internationale instellingen die zijn benoemd om hun functie in één van de landen van de ondertekenende regeringen uit te oefenen, dienen de in de paragrafen 2 en 3 genoemde personen, voor een verblijf van meer dan drie maanden, hiertoe vóór hun vertrek de toestemming te hebben verkregen door bemiddeling van de diplomatieke of consulaire vertegenwoordiger van het land waarheen zij zich wensen te begeven.

5. Elke regering behoudt zich het recht voor de toegang tot haar land te weigeren aan personen die niet in het bezit zijn van de vereiste inreisdocumenten, die als ongewenst zijn gesignaleerd of die beschouwd worden als personen die de openbare rust, de openbare orde of de nationale veiligheid in gevaar kunnen brengen.

6. Behoudens de voorgaande bepalingen blijven de in de Benelux-Staten en de Republiek Albanië van kracht zijnde wetten en voorschriften met betrekking tot de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, alsmede met betrekking tot het verrichten van enigerlei arbeid onverlet.

7. Elke regering verbindt zich ertoe te allen tijde en zonder formaliteiten de personen over te nemen, die zijn binnengekomen

entrées sur ce territoire sous le couvert d'un passeport diplomatique national valable, délivré par les Autorités belges, luxembourgeoises, néerlandaises ou albanaises.

8. Les Gouvernements signataires se transmettent par la voie diplomatique les spécimens de leurs passeports diplomatiques nouveaux ou modifiés, ainsi que les données concernant l'emploi de ces passeports et ce, dans la mesure du possible, 60 jours avant leur mise en circulation.

9. Le présent accord entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la date de la dernière notification attestant de l'accomplissement de toutes les formalités constitutionnelles et légales pour son entrée en vigueur, pour une durée d'une année. S'il n'a pas été dénoncé 30 jours avant la fin de cette période, l'Accord sera considéré comme prolongé pour une durée indéterminée.

À l'expiration de la première période d'un an, chacun des Gouvernements signataires pourra le dénoncer moyennant un préavis de 30 jours adressé au gouvernement belge.

La dénonciation par un seul des Gouvernements signataires entraînera l'abrogation de l'Accord. Le gouvernement belge avisera les autres Gouvernements signataires de la réception des notifications visées dans le présent paragraphe, ainsi que la communication visée dans ce paragraphe.

10. L'application du présent accord peut être suspendue par l'une ou l'autre des Parties Contractantes.

La suspension devra être notifiée immédiatement par la voie diplomatique au gouvernement belge. Ce gouvernement avisera les autres Gouvernements signataires de la réception de cette notification. Il en sera de même dès que la mesure en question sera levée.

11. En ce qui concerne le Royaume des Pays-Bas l'application du présent accord peut être étendue aux Antilles néerlandaises et à Aruba par une notification du gouvernement des Pays-Bas au gouvernement de la République d'Albanie.

Si le gouvernement de la République d'Albanie est disposé à conclure avec les Gouvernements des États du Benelux un accord portant sur les dispositions précitées, nous avons l'honneur de proposer à Votre Excellence que la présente lettre et celle de teneur semblable, que Votre Excellence voudra bien adresser à chacun de nous, constituent l'Accord relatif à la suppression de l'obligation de visa concernant les passeports diplomatiques entre la République d'Albanie et les États du Benelux.

Nous saisissons cette occasion, Excellence, pour renouveler à Votre Excellence, les assurances de notre très haute considération.»

Le gouvernement de la République d'Albanie donne son assentiment à la proposition contenue dans votre lettre et au fait que cette lettre de même que la présente lettre et celles de teneur semblable adressées au ministre des Affaires étrangères du Royaume des Pays-Bas et à l'Ambassadeur du Grand-Duché de Luxembourg constituent l'Accord relatif à la suppression de l'obligation de visa concernant les passeports diplomatiques entre le gouvernement de la République d'Albanie et les Gouvernements des États du Benelux.

Son Excellence Monsieur Luc TEIRLINCK,

Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire du Royaume de Belgique

LA HAYE

*
* *

op vertoon van een door de Belgische, Luxemburgse, Nederlandse of Albanese autoriteiten afgegeven geldig nationaal diplomatiek paspoort.

8. De ondertekenende regeringen laten elkaar langs diplomatieke weg de specimina van hun nieuwe of gewijzigde diplomatieke paspoorten geworden, alsmede de gegevens betreffende het gebruik van deze paspoorten, zulks voor zover mogelijk 60 dagen vóór deze in omloop worden gebracht.

9. Deze Overeenkomst treedt voor de duur van één jaar in werking op de eerste dag van de tweede maand volgend op de dag van de laatste kennisgeving waaruit blijkt dat aan alle grondwettelijke en wettelijke formaliteiten voor de inwerkingtreding ervan is voldaan. Indien de Overeenkomst 30 dagen voor het verstrijken van die periode niet is opgezegd, wordt zij geacht voor onbepaalde tijd te zijn verlengd.

Na het verstrijken van de eerste periode van een jaar kan elk der ondertekenende regeringen de Overeenkomst opzeggen door 30 dagen van tevoren de Belgische regering daarvan mededeling te doen.

De opzegging door een van de ondertekenende regeringen heeft de beëindiging van de Overeenkomst tot gevolg. De Belgische regering stelt de overige ondertekenende regeringen in kennis van de ontvangst van de in deze paragraaf bedoelde kennisgevingen alsmede van de in deze paragraaf bedoelde mededeling.

10. Deze Overeenkomst kan door elk der Overeenkomstsluitende Partijen worden geschorst.

Van deze schorsing dient onverwijld via de diplomatieke kanalen kennis te worden gegeven aan de Belgische regering. Deze zal de overige ondertekenende regeringen van de ontvangst van deze kennisgeving op de hoogte stellen. Hetzelfde geldt voor het ongedaan maken van de schorsing.

11. Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft, kan de toepassing van deze Overeenkomst tot de Nederlandse Antillen en Aruba worden uitgebreid door kennisgeving van de Nederlandse regering aan de regering van de Republiek Albanië.

Indien de regering van de Republiek Albanië bereid is met de regeringen van de Benelux-Staten een Overeenkomst met bovengenoemde bepalingen te sluiten, hebben wij de eer Uwe Excellentie voor te stellen, dat deze brief en die met gelijklopende inhoud, welke Uwe Excellentie wordt verzocht aan ieder van ons te richten, als Overeenkomst inzake de afschaffing van de visumplicht met betrekking tot diplomatieke paspoorten tussen de Republiek Albanië en de Benelux-Staten zullen gelden.

Wij maken van deze gelegenheid gebruik om Uwe Excellentie opnieuw de verzekering van onze bijzondere hoogachting te geven.»

De regering van de Republiek Albanië hecht haar goedkeuring aan het in Uw brief vervatte voorstel, alsmede het feit dat Uw brief en deze brief en die met gelijklopende inhoud, welke aan de minister van Buitenlandse Zaken van het Koninkrijk der Nederlanden en aan de Ambassadeur van het Groothertogdom Luxemburg zijn gericht, als de Overeenkomst inzake de afschaffing van de visumplicht met betrekking tot diplomatieke paspoorten tussen de regering van de Republiek Albanië en de regeringen van de Benelux-Staten geldt.

Zijne Excellentie de Heer Luc TEIRLINCK,

Buitengewoon en Gevolmachtigd Ambassadeur van het Koninkrijk België

DEN HAAG

*
* *

La Haye, le 9 juin 2005.

Monsieur le ministre,

Nous avons l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que les Gouvernements des États du Benelux, agissant de concert en vertu de la Convention entre le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas concernant le transfert du contrôle des personnes vers les frontières extérieures du territoire du Benelux, signée à Bruxelles, le 11 avril 1960, sont disposés à conclure avec le gouvernement de la République d'Albanie un accord relatif à la suppression de l'obligation de visa concernant les passeports diplomatiques dans les termes suivants :

1. Aux termes du présent accord, il faut entendre :

— par « les États du Benelux » : le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas ;

— par le « territoire Benelux » : l'ensemble des territoires, en Europe, du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas.

2. Les ressortissants de la République d'Albanie qui sont titulaires d'un passeport diplomatique national valable peuvent, en vue d'un séjour de trois mois au maximum, entrer sans visa dans le territoire du Benelux, sous le seul couvert de ce passeport.

3. Les ressortissants des États du Benelux qui sont titulaires d'un passeport diplomatique national valable peuvent, en vue d'un séjour de trois mois au maximum, entrer sans visa dans le territoire de la République d'Albanie, sous le seul couvert de ce passeport.

4. À l'exception des fonctionnaires des représentations diplomatiques et consulaires, ainsi que des fonctionnaires appartenant aux organisations internationales, désignés pour exercer leurs fonctions dans un des pays des Gouvernements signataires, les personnes visées aux paragraphes 2 et 3 doivent, pour un séjour de plus de trois mois, en avoir obtenu l'autorisation, avant leur départ, à l'intervention du représentant diplomatique ou consulaire du pays où ils veulent se rendre.

5. Chaque gouvernement se réserve le droit de refuser l'accès de son pays aux personnes qui ne possèdent pas les documents d'entrée requis ou qui sont signalées comme indésirables ou considérées comme pouvant compromettre la tranquillité publique, l'ordre public ou la sécurité nationale.

6. Sauf en ce qui concerne les dispositions qui précèdent, les lois et règlements en vigueur dans les États du Benelux et la République d'Albanie concernant l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, ainsi que l'exercice d'une activité, restent applicables.

7. Chaque gouvernement s'engage à réadmettre sur son territoire à tout moment et sans formalité les personnes qui sont entrées sur ce territoire sous le couvert d'un passeport diplomatique national valable, délivré par les Autorités belges, luxembourgeoises, néerlandaises ou albanaises

8. Les Gouvernements signataires se transmettent par la voie diplomatique les spécimens de leurs passeports diplomatiques nouveaux ou modifiés, ainsi que les données concernant l'emploi de ces passeports et ce, dans la mesure du possible, 60 jours avant leur mise en circulation.

9. Le présent accord entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la date de la dernière notification attestant de l'accomplissement de toutes les formalités constitutionnelles et légales pour son entrée en vigueur, pour une durée d'une année.

Den Haag, 9 juni 2005.

Excellentie,

Wij hebben de eer Uwe Excellentie ter kennis te brengen, dat de regeringen van de Benelux-Staten, gezamenlijk optredend op grond van de op 11 april 1960 te Brussel ondertekende Overeenkomst tussen het Koninkrijk België, het Groothertogdom Luxemburg en het Koninkrijk der Nederlanden inzake de verlegging van de personencontrole naar de buitengrenzen van het Benelux-gebied, bereid zijn met de regering van de Republiek Albanië onderstaande Overeenkomst inzake de afschaffing van de visumplicht met betrekking tot diplomatieke paspoorten te sluiten :

1. In deze Overeenkomst wordt verstaan :

— onder de « Benelux-Staten » : het Koninkrijk België, het Groothertogdom Luxemburg en het Koninkrijk der Nederlanden ;

— onder het « Benelux-gebied » : het gezamenlijke grondgebied in Europa van het Koninkrijk België, het Groothertogdom Luxemburg en het Koninkrijk der Nederlanden.

2. De onderdanen van de Republiek Albanië die houder zijn van een geldig nationaal diplomatiek paspoort kunnen voor een verblijf van ten hoogste drie maanden het Benelux-gebied zonder visum binnenkomen op uitsluitend vertoon van dit paspoort.

3. De onderdanen van de Benelux-Staten die houder zijn van een geldig nationaal diplomatiek paspoort kunnen voor een verblijf van ten hoogste drie maanden het grondgebied van de Republiek Albanië zonder visum binnenkomen op uitsluitend vertoon van dit paspoort.

4. Met uitzondering van de ambtenaren van de diplomatieke en consulaire vertegenwoordigingen, alsmede van de ambtenaren van internationale instellingen die zijn benoemd om hun functie in één van de landen van de ondertekenende regeringen uit te oefenen, dienen de in de paragrafen 2 en 3 genoemde personen, voor een verblijf van meer dan drie maanden, hiertoe vóór hun vertrek de toestemming te hebben verkregen door bemiddeling van de diplomatieke of consulaire vertegenwoordiger van het land waarheen zij zich wensen te begeven.

5. Elke regering behoudt zich het recht voor de toegang tot haar land te weigeren aan personen die niet in het bezit zijn van de vereiste inreisdocumenten, die als ongewenst zijn gesignaleerd of die beschouwd worden als personen die de openbare rust, de openbare orde of de nationale veiligheid in gevaar kunnen brengen.

6. Behoudens de voorgaande bepalingen blijven de in de Benelux-Staten en de Republiek Albanië van kracht zijnde wetten en voorschriften met betrekking tot de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, alsmede met betrekking tot het verrichten van enigerlei arbeid onverlet.

7. Elke regering verbindt zich ertoe te allen tijde en zonder formaliteiten de personen over te nemen, die zijn binnengekomen op vertoon van een door de Belgische, Luxemburgse, Nederlandse of Albanese autoriteiten afgegeven geldig nationaal diplomatiek paspoort.

8. De ondertekenende regeringen laten elkaar langs diplomatieke weg de specimina van hun nieuwe of gewijzigde diplomatieke paspoorten geworden, alsmede de gegevens betreffende het gebruik van deze paspoorten, zulks voor zover mogelijk 60 dagen vóór deze in omloop worden gebracht.

9. Deze Overeenkomst treedt voor de duur van één jaar in werking op de eerste dag van de tweede maand volgend op de dag van de laatste kennisgeving waaruit blijkt dat aan alle grondwettelijke en wettelijke formaliteiten voor de inwerkingtreding

S'il n'a pas été dénoncé 30 jours avant la fin de cette période, l'Accord sera considéré comme prolongé pour une durée indéterminée.

À l'expiration de la première période d'un an, chacun des Gouvernements signataires pourra le dénoncer moyennant un préavis de 30 jours adressé au gouvernement belge.

La dénonciation par un seul des Gouvernements signataires entraînera l'abrogation de l'Accord. Le gouvernement belge avisera les autres Gouvernements signataires de la réception des notifications visées dans le présent paragraphe, ainsi que la communication visée dans ce paragraphe.

10. L'application du présent accord peut être suspendue par l'une ou l'autre des Parties Contractantes.

La suspension devra être notifiée immédiatement par la voie diplomatique au gouvernement belge. Ce gouvernement avisera les autres Gouvernements signataires de la réception de cette notification. Il en sera de même dès que la mesure en question sera levée.

11. En ce qui concerne le Royaume des Pays-Bas l'application du présent accord peut être étendue aux Antilles néerlandaises et à Aruba par une notification du gouvernement des Pays-Bas au gouvernement de la République d'Albanie.

Si le gouvernement de la République d'Albanie est disposé à conclure avec les Gouvernements des États du Benelux un accord portant sur les dispositions précitées, nous avons l'honneur de proposer à Votre Excellence que la présente lettre et celle de teneur semblable, que Votre Excellence voudra bien adresser à chacun de nous, constituent l'Accord relatif à la suppression de l'obligation de visa concernant les passeports diplomatiques entre la République d'Albanie et les États du Benelux.

Nous saisissons cette occasion, Excellence, pour renouveler à Votre Excellence, les assurances de notre très haute considération.

Son Excellence

Le ministre des Affaires étrangères de la République d'Albanie

ervan is voldaan. Indien de Overeenkomst 30 dagen voor het verstrijken van die periode niet is opgezegd, wordt zij geacht voor onbepaalde tijd te zijn verlengd.

Na het verstrijken van de eerste periode van een jaar kan elk der ondertekenende regeringen de Overeenkomst opzeggen door 30 dagen van tevoren de Belgische regering daarvan mededeling te doen.

De opzegging door een van de ondertekenende regeringen heeft de beëindiging van de Overeenkomst tot gevolg. De Belgische regering stelt de overige ondertekenende regeringen in kennis van de ontvangst van de in deze paragraaf bedoelde kennisgevingen alsmede van de in deze paragraaf bedoelde mededeling.

10. Deze Overeenkomst kan door elk der Overeenkomstsluitende Partijen worden geschorst.

Van deze schorsing dient onverwijld via de diplomatieke kanalen kennis te worden gegeven aan de Belgische regering. Deze zal de overige ondertekenende regeringen van de ontvangst van deze kennisgeving op de hoogte stellen. Hetzelfde geldt voor het ongedaan maken van de schorsing.

11. Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft, kan de toepassing van deze Overeenkomst tot de Nederlandse Antillen en Aruba worden uitgebreid door kennisgeving van de Nederlandse regering aan de regering van de Republiek Albanië.

Indien de regering van de Republiek Albanië bereid is met de regeringen van de Benelux-Staten een Overeenkomst met bovengenoemde bepalingen te sluiten, hebben wij de eer Uwe Excellentie voor te stellen, dat deze brief en die met gelijklopende inhoud, welke Uwe Excellentie wordt verzocht aan ieder van ons te richten, als Overeenkomst inzake de afschaffing van de visumplicht met betrekking tot diplomatieke paspoorten tussen de Republiek Albanië en de Benelux-Staten zullen gelden.

Wij maken van deze gelegenheid gebruik om Uwe Excellentie opnieuw de verzekering van onze bijzondere hoogachting te geven.

Aan Zijne Excellentie

De minister van Buitenlandse Zaken van de Republiek Albanië

**AVANT-PROJET DE LOI
SOU MIS À L'AVIS
DU CONSEIL D'ÉTAT**

Avant-projet de loi portant assentiment à l'Accord, conclu par échange des lettres à La Haye le 9 juin 2005, entre les Gouvernements des États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement de la République d'Albanie relatif à la suppression de l'obligation du visa concernant les passeports diplomatiques.

Article 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

Art. 2

L'Accord, conclu par échange des lettres à La Haye le 9 juin 2005, entre les Gouvernements des États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement de la République d'Albanie relatif à la suppression de l'obligation du visa concernant les passeports diplomatiques, sortira son plein et entier effet.

**VOORONTWERP VAN WET
VOOR ADVIES VOORGELEGD
AAN DE RAAD VAN STATE**

Voorontwerp van wet houdende instemming met de Overeenkomst, gesloten door uitwisseling van brieven te Den Haag op 9 juni 2005, tussen de Regeringen van de Benelux-Staten (het Koninkrijk België, het Groothertogdom Luxemburg, het Koninkrijk der Nederlanden) en de Regering van de Republiek Albanië inzake de afschaffing van de visumplicht met betrekking tot diplomatieke paspoorten.

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

Art. 2

De Overeenkomst, gesloten door uitwisseling van brieven te Den Haag op 9 juni 2005, tussen de Regeringen van de Benelux-Staten (het Koninkrijk België, het Groothertogdom Luxemburg, het Koninkrijk der Nederlanden) en de Regering van de Republiek Albanië inzake de afschaffing van de visumplicht met betrekking tot diplomatieke paspoorten, zal volkomen gevolg hebben.

AVIS DU CONSEIL D'ÉTAT

40.590/2

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le ministre des Affaires étrangères, le 29 mai 2006, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi «portant assentiment à l'Accord, conclu par échange des lettres à La Haye le 9 juin 2005, entre les Gouvernements des États du Bénélux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et le gouvernement de la République d'Albanie relatif à la suppression de l'obligation du visa concernant les passeports diplomatiques», a donné le 21 juin 2006 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Le projet n'appelle aucune observation.

La chambre était composée de

M. Y. KREINS, président de chambre,

M. J. JAUMOTTE et Mme M. BAGUET, conseillers d'État,

Mme B. VIGNERON, greffier.

Le rapport a été présenté par Mme A. VAGMAN, auditeur.

Le greffier,

B. VIGNERON.

Le président,

Y. KREINS.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

40.590/2

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 29 mei 2006 door de minister van Buitenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet «houdende instemming met de Overeenkomst, gesloten door uitwisseling van brieven te Den Haag op 9 juni 2005, tussen de regeringen van de Benelux-Staten (het Koninkrijk België, het Groothertogdom Luxemburg, het Koninkrijk der Nederlanden) en de regering van de Republiek Albanië inzake de afschaffing van de visumplicht met betrekking tot diplomatieke paspoorten», heeft op 21 juni 2006 het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten, haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Op die drie punten behoeft over het ontwerp geen enkele opmerking te worden gemaakt.

De kamer was samengesteld uit

De heer Y. KREINS, kamervoorzitter,

De heer J. JAUMOTTE en mevrouw M. BAGUET, staatsraden,

Mevrouw B. VIGNERON, griffier.

Het verslag werd uitgebracht door mevrouw A. VAGMAN, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer J. JAUMOTTE.

De griffier,

B. VIGNERON.

De voorzitter,

Y. KREINS.